



# Une équipe qui ne sait gouverner que par la force

Le mardi 2 juin 2009, le président a tenu un Conseil d'Administration extraordinaire dans les locaux du Rectorat, dont les abords étaient sous la protection d'un nombre imposant de forces de police, afin d'empêcher, voire de réprimer toute contestation. La FERC-Sup CGT a refusé de participer à un Conseil d'Administration organisé dans ces conditions, elle n'en reconnaît pas la légitimité et conteste fermement toutes les décisions qui y ont été prises.

Les organisations qui ont accepté de siéger à ce CA, dans ces conditions, portent une part de responsabilité pleine et entière vis à vis de la situation actuelle.

A la suite de ce Conseil, la direction a décidé la fermeture administrative de l'université jusqu'à jeudi (la 3ème depuis le début du mouvement).

## **Forces de l'ordre et répression à la place du dialogue.**

Hier, après avoir fait assiéger l'Université par des gendarmes mobiles et des CRS, la direction de l'UTM a demandé aux forces de l'ordre d'intervenir pour évacuer les étudiants et occuper le campus. Aujourd'hui, les piquets de grève ont commencé à être démontés. Ce matin, à l'entrée de l'université aux grilles fermées, aucun représentant de l'équipe présidentielle. Le président a placé notre université sous le contrôle des forces de police.

Mais la répression ne se limite pas à cela. La direction tente de ne pas reconduire le contrat de certains agents non-titulaires. Elle accepte que des contrats d'ATER impliqués dans le mouvement ne soient pas renouvelés. Elle laisse libre court aux chefs de services pour utiliser le harcèlement comme méthode de management. Elle essaie de passer en force sur l'ARTT en imposant ses choix aux plus précaires.

Aujourd'hui, l'ensemble des membres du bureau dirigeant l'UTM s'est définitivement discrédité. La direction de l'UTM s'est désormais clairement rangée aux côtés du ministère contre les personnels et les étudiants en lutte. Elle a choisi de recourir à la force pour mâter les opposants à la loi LRU.

**L'appel aux forces de police est un aveu d'échec et d'impuissance. C'est, une fois de plus, le résultat d'une incapacité chronique à gouverner notre université de manière collégiale et plurielle.**

Aujourd'hui, l'équipe à la tête de l'établissement n'a plus la confiance ni des personnels ni des étudiants.

L'équipe présidentielle doit prendre acte de son incapacité à diriger notre université au mieux des intérêts de ses personnels et de ses étudiants. Elle doit en tirer toutes les conclusions qui s'imposent : la **démission de l'ensemble de l'équipe présidentielle.**

En ayant recours aux forces de police pour imposer son point de vue à l'ensemble de la communauté universitaire, l'équipe présidentielle a perdu toute légitimité. Le syndicat FERC-Sup CGT de l'UTM **réclame un changement radical de politique**, contre la loi LRU, pour le maintien de l'ARTT de 2002, pour le passage de tous les ANT qui le souhaitent à 100%, etc.

**De nouvelles élections pour les 4 conseils qui constituent le congrès de l'université (CA, CS, CEVU et CTP) s'avèrent donc désormais nécessaires.**

Toulouse, le 3 juin 2009